L'édification d'un vrai mouvement d'Amazonie

Rapport final de le bureau de coordination de l'Amazon Alliance

Le 29 mai 2009

Index

Sommaire exécutif 1

I. Amazon Alliance: Evaluer la voix et le pouvoir des indigènes Dans l'Amazonie
Pourquoi un "Amazon Alliance" 2
La mission de l'Amazon Alliance La réussite? 3
Les fissures au sein de la Fondation de l'Amazon Alliance 3

II. Vue d'ensemble des systèmes représentatifs des indigènes amazoniennes 5
Pourquoi les systèmes de forte représentation des indigènes sont importants 5
Comment les systèmes de représentation des populations autochtones sont conçus 6
Les contraintes sur le système des représentant des populations autochtones 7
Les résultats des systèmes de représentation dysfonctionnels 8

III. Problèmes structurels dans l'Amazon Alliance 9
Les défis à la réalisation de la mission de l'Amazon Alliance 9
Le Comité directeur du Conseil de l'Alliance 9
Système de gouvernance de l'Amazon Alliance 10
Le modèle de co-directeur 10

IV. Problèmes structurels dans COICA 12
Conflits au sein de la COICA 12
Les conflits au sein de la COICA 12
Le Bureau de coordination de la COICA: un représentant de tous les peuples autochtones de l'Amazonie?
COICA: intermédiaire financier pour l'Amazonie? 14
COICA: Marginalise et remplace les organisations autochtones nationales 15

V. Résoudre les problèmes de l'Amazon Alliance et de la COICA 17
Amazon Alliance et COICA: confusion des rôles et inefficacité 17
Amazon Alliance et COICA: confusion des rôles et inefficacité 17
La décision de rédiger un rapport public 18
Amazon Alliance: La dissolution et la restructuration 19

VI. Le coût de l'inaction 23
Agents contre le changement 23
Conséquences prévisibles de la dysfonction actuelle 24

V. Construction d'un nouveau paradigme pour l'Amazonie 25
Renforcer les organisations représenta 25
Le rôle essentiel des Alliés 26
Divers acteurs devenir un véritable mouvement d'Amazonie 27

Appendice: Lettre de démission est joint de personnel de l'Amazon Alliance 29

Sommaire exécutif

L'Amazon Alliance est un réseau international d'organisations autochtones et les ONG qui facilite le travail collaboratif pour créer un meilleur avenir pour la population et l'environnement du bassin de l'Amazone. L'Alliance a travaillé pendant près de deux décennies à soutenir les peuples autochtones, mais pour des raisons expliquées dans le présent rapport, le dévouement d'Amazon Alliance au renforcement des organisations autochtones a été manipulé par une poignée d'individus qui l'ont utilisé pour leurs propres fins. L'Amazon Alliance manque des systèmes de gouvernance forts qui seraient nécessaires pour empêcher de nouvelles distorsions du travail de l'Alliance. Par conséquent, le personnel de l'Amazon Alliance recommande que l'organisation soit dissoute immédiatement.

Des représentants autochtones légitimes ont été de plus en plus marginalisés par un système prend le pouvoir de la communauté locale. Des faux représentants qui ne sont pas liés par des systèmes de transparence ou de responsabilité prétendent maintenant représenter tous les peuples autochtones d'Amazonie. Cette situation compromet les structures de gouvernance, viole les droits des peuples autochtones, et est une menace majeure pour les peuples autochtones d'Amazonie.

Le travail de l'Amazon Alliance est profondément interconnecté avec le Coordonnateur des organisations autochtones du bassin amazonien (COICA), un organisme-cadre qui a été créé pour coordonner les efforts conjoints de tous les peuples autochtones de l'Amazonie. Toutefois, la COICA est soumis à une pression de bailleurs de fonds internationaux, les ONG et les gouvernements qui veulent que le personnel de COICA agit en tant que représentant de tous les peuples d'Amazonie, un changement qui est politiquement stratégique de ces entités externes mais que tient les peuples autochtones à l'écart du pouvoir. En l'absence de supervision de représentant des organisations autochtones, les membres du personnel de COICA ont été détournés de leur mission par des offres d'accès au pouvoir et à l'argent. Agissant en tant que représentants de l'ensemble de l'Amazonie, les membres du personnel de COICA ont pris des décisions exécutives controversées, et ont entamé des négociations et des contrats de financement qui les mettent en concurrence directe avec les représentants des organisations autochtones qu'ils sont censés coordonner. Bien que la COICA ait rapidement acquis une influence et d'argent, cette montée en puissance s'est faite au détriment du mouvement autochtone. Nous recommandons donc que la COICA soit suspendu de toute ses fonctions en tant que représentant, et que des mesures immédiates soient prises pour renforcer le Conseil de COICA afin qu'ils puissent réorienter l'organisation et gouverner efficacement.

Les auteurs de ce rapport croient fermement que cette information doit être mise à la disposition du public afin que les mesures nécessaires puissent être prises par les nombreux organismes concernés. Bien que beaucoup de gens vont essaient d'empêcher que des modifications soient faites dans le système actuel, et que les solutions pourraient être difficile à mettre en œuvre, les conséquences de l'inaction sera sévère pour toutes les parties.

Nous recommandons vivement que les ONG, les bailleurs de fonds, et d'autres alliés recentrent leurs efforts sur le renforcement national des organisations autochtones et locales qui constituent le fondement du mouvement autochtone. Tous les organismes doivent reconnaître la différence importante entre les individus et les vrais représentants, et demander de preuve de toute personne qui prétend être un représentant. Les Alliés doivent engager les peuples autochtones de manière à combler, mais ne pas ignorer les grandes différences culturelles entre les non-autochtones et les peuples autochtones.

Il est de notre espoir sincère que la dissolution de l'Alliance, le recentrage de la COICA, et le renforcement de la représentativité des organisations autochtones contribuent à un nouveau paradigme dans lequel un mouvement puissant de l'Amazonie peut être mobilisés.

I. Amazon Alliance: Evaluer la voix et le pouvoir des indigènes Dans l'Amazonie

L'Amazonie Alliance a travaillé pour renforcer les organisations indigènes d'Amazonie, habiliter les dirigeants autochtones, et de veiller à ce que la voix des communautés autochtones soient bien entendu au niveau internationale. Malheureusement, le travail de l'Amazon Alliance au cours des dernières années semble avoir entraîné une concentration des richesses et du pouvoir dans les mains de très peu de personnes, tandis que les communautés autochtones sont de plus en plus démunies et marginalisées. Cette situation viole fondamentalement le système de la représentation autochtone dans l'Amazonie, où les dirigeants autochtones sont supposés être informés des questions clés, et de prendre des décisions qui doivent être mises en œuvre par les organisations autochtones représentatives. Au lieu de cela, les grandes décisions qui auront des répercussions profondes sur les peuples autochtones de l'Amazonie sont réalisés par un petit groupe de personnes qui ne suivent pas de système de consultation clairs avec les communautés autochtones et locales et n'ont pas de mécanismes fonctionnels visant à assurer la transparence et la responsabilité de leurs actions. À tout point de vue, la situation actuelle viole les droits de base des communautés autochtones de consentement préalable libre et éclairé en ce qui concerne les décisions importantes qui auront de l'impact sur leur territoire.

Ce rapport permettra d'analyser les barrières à garantir que les peuples autochtones ont le pouvoir et la voix dans les décisions qui les concernent. En outre, elle fournira des recommandations sur la façon dont les organisations autochtones, les ONG et les bailleurs de fonds internationaux peuvent contribuer plus efficacement l'autonomisation de base des communautés autochtones de l'Amazonie. Il est écrit dans un style accessible à faire en sorte qu'il sert comme un instrument utile pour un plus grand nombres d'acteurs importants dans l'Amazonie. Ce rapport s'appuie sur des consultations avec divers experts sur ce sujet, une documentation complète et la vaste expérience du personnel du Bureau de coordination de l'Amazon Alliance

Pourquoi un "Amazon Alliance?"

L'Amazon Alliance a été fondée en 1990 par les organisations autochtones et les ONG d'agir comme un véhicule unique pour faire face à la dégradation environnementale et culturelle de l'Amazonie. Comme un réseau de plus d'une centaine d'organisations membres, l'Alliance a travaillé depuis sa création afin de faciliter la collaboration à long terme entre les divers acteurs. L'Amazon Alliance rassemble les dirigeants autochtones de l'Amazonie et les mouvements écologistes à travailler en tant que partenaires égaux dans le traitement des défis auxquels est confrontée la région. En plus de fournir aux membres de l'information et l'assistance technique, l'Alliance assure également que les perspectives sont entendues par les organes de décision dans le monde entier, y compris les gouvernements et les institutions multilatérales. L'Alliance est régie par un Conseil de direction d'éminents des organisations autochtones et des ONG de l'Alliance qui détermine les priorités et stratégies et supervise les travaux des deux co-directeurs.

Les peuples autochtones gèrent et conservent de vastes zones de l'Amazonie, et jouent un rôle essentiel pour garantir un avenir sain pour l'Amazonie. La philosophie fondatrice de l'Amazon Alliance est fondée sur le principe que les peuples autochtones doivent avoir une voix et du pouvoir dans tous les processus affectant leurs terres et leurs collectivités. Ce principe est en conformité avec les droits internationalement reconnus, y compris leurs droits au « consentement éclairé, préalable, libre » ou « FPIC. » Récemment adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) précise que les organisations représentatives des peuples autochtones doivent jouer un rôle central en veillant à ce que le droit des peuples autochtones à FPIC soit respecté à l'égard de toutes les

grandes décisions. L'Amazonie Alliance a travaillé à promouvoir l'importance de ce concept au niveau international.

Pour les organisations autochtones à être des défenseurs efficaces des droits des peuples autochtones, ils ont besoin de systèmes de gouvernance solides pour veiller à ce que leurs dirigeants soient responsables devant les communautés de base et qu'ils représentent vraiment leurs intérêts. Les organisations autochtones représentatives fortes peuvent être le moyen le plus efficace pour protéger les droits des peuples autochtones. Toutefois, les organisations autochtones qui n'ont pas de bon système de gouvernance peuvent être l'une des plus grandes menaces aux communautés indigènes de l'Amazonie.

La mission de l'Alliance de l'Amazonie: La réussite?

Au cours des dernières années, l'Amazon Alliance a coordonné la participation accrue des dirigeants indigènes d'Amazonie dans les espaces de prise de décision au niveau international. Ces espaces comprennent: le Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Union internationale pour la conservation de la nature, le Forum social mondial, les séances des négociations des Nations unies sur les changements climatiques, et des réunions de diverses ONG et les gouvernements. Due en grande partie aux efforts concertés de l'Amazon Alliance, les dirigeants autochtones ont été plus impliqués dans ces espaces ce qui n'a jamais était le cas. Cette participation a surtout été de l'office central de la COICA (Le Coordonnateur des Organisations Autochtones du bassin de l'Amazone), bien que l'Alliance a fait de grands efforts pour y inclure autant de dirigeants des organisations autochtones nationales que possible.

L'augmentation de la participation de dirigeants autochtones d'Amazonie dans les réunions internationales a contribué à un intérêt croissant pour les questions autochtones dans les débats internationaux actuels. Cela a donné les quelques dirigeants autochtones présents avec beaucoup plus d'accès aux bailleurs de fonds et les décideurs, et le pouvoir de négocier en ce qui concerne les principales politiques et les plans qui touchent les populations autochtones. L'importance de travailler avec les représentants des organisations autochtones est de plus en plus reconnu au sein de ces réunions, bien qu'il y ait eu peu d'efforts pour vérifier que les organisations sont réellement représentatives. Malgré cette prise de conscience croissante de la nécessité d'associer les communautés autochtones, des mécanismes efficaces pour assurer la participation des peuples autochtones restent insuffisantes.

Bien qu'il semble que l'Amazonie l'Alliance a réalisé sa mission, à un degré plus élevé que jamais, il y a des problèmes structurels profonds dans le système actuel, qui continuent de saper l'aptitude de l'Alliance à l'appui de l'autonomisation des peuples autochtones.

Les fissures au sein de la Fondation de l'Amazon Alliance

Si un petit groupe de peuples autochtones d'Amazonie sont très visibles au niveau international, la base des communautés autochtones ont peu ou pas d'informations sur ce qui est dit sur leur nom. Beaucoup d'organisations autochtones nationales ont du mal à trouver des fonds de fonctionnement de base et seulement quelques-uns sont en mesure de contrôler efficacement les questions internationales qui touchent leur pays. Dans les communautés autochtones, il n'existe pratiquement pas de compréhension de ce qui se passe aux niveaux national et international, et la plupart des organisations autochtones locales n'ont pas de financement pour les plus élémentaires de fonctions.

Malgré les nombreuses réussites de l'Amazon Alliance au cours des dernières années, il y a de plus en plus graves violations des principes mêmes que l'Alliance a été créée pour les défendre. Le droit des peuples autochtones de consentement préalable libre et éclairé (FPIC) est au cœur des principes directeurs de l'Alliance. Atteindre FPIC nécessite de solides systèmes de transparence et de responsabilité. Les ententes conclues par des individus ou des organisations en ce qui concerne l'avenir des peuples autochtones et leurs terres sans respecter FPIC doivent être révélées et abordées par l'Amazon Alliance.

Un certain nombre d'organisations et d'individus puissants sont actuellement en violation des principes de l'Alliance par:
Rétention ou de fausser délibérément les informations qui sont essentielles à la base nationale et aux dirigeants autochtones ce qui mène à l'obstruction à la participation du représentant des chefs de file dans les grands événements, et / ou en choisissant des «représentants» pour des raisons personnelles ou politiques, même si ces personnes ne sont pas légitimement élus ou choisis par les peuples qu'ils prétendent représenter
Parlant «au nom de» ou «dans la représentation des" peuples autochtones sans la mise en œuvre des systèmes adéquats de consultation, de transparence et de l'obligation de rendre comptes

L'Amazonie Alliance a une responsabilité unique pour dénoncer ces violations des droits des peuples autochtones, en particulier lorsque ces violations ont été causés par l'utilisation abusive des possibilités offertes par les travaux de l'Alliance. Ce sujet sera expliqué en détail dans ce rapport.

II. Vue d'ensemble des systèmes représentatifs des indigènes amazoniennes

Une coordination efficace avec les peuples autochtones exige une compréhension claire de la raison pour laquelle les systèmes représentatifs sont importants, comment ils sont conçus pour fonctionner et les graves effets de dysfonctionnement. Parce que les organisations autochtones représentatives jouent un rôle essentiel dans la réussite de toute initiative relevant de l'Amazonie, toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les acteurs doivent investir dans le renforcement des capacités de gouvernance des organisations autochtones.

Pourquoi les systèmes de forte représentation des indigènes sont importants

Le rôle de représentant des organisations autochtones est d'agir comme un pont vital de communication entre la base traditionnelle des chefs autochtones et la société occidentale. Les organisations autochtones donnent la direction stratégique et le soutien pour les dirigeants qui ont besoin d'interagir avec le pouvoir de courtiers extérieur et d'intervenir au nom des membres de leurs collectivités, d'influencer les politiques et projets qui auront un effet sur les gens qu'ils représentent. Pour qu'une organisation autochtone soit véritablement représentative, elle doit posséder de solides systèmes qui permettent une communication régulière avec les collectivités membres de l'organisation et doit tenir les dirigeants responsables aux nombreux dirigeants de la collectivité.

Les représentants des peuples autochtones sont en mesure de négocier des accords en ce qui concerne la grande richesse des ressources naturelles contenues dans les territoires autochtones. Beaucoup d'intérêts puissants, y compris les gouvernements, les sociétés, les banques multilatérales de développement, et les ONG, cherchent à contrôler ces ressources naturelles. Par conséquent, il existe d'intérêts dévolus puissants dans la détermination de qui peut agir en qualité de «représentants» des peuples autochtones et de leurs ressources naturelles. La mise en oeuvre du droit au libre consentement préalable libre éclairé nécessite de solides systèmes de représentation des populations autochtones. Sans les systèmes représentatifs forts on ne peut bien défendre les intérêts des communautés qui n'ont pas été suffisamment impliqués dans les décisions qui les concernent. Les communautés autochtones sont très peu susceptibles de bénéficier de plans en ce qui concerne leurs ressources naturelles et culturelles, sauf si leur droit au FPIC a été exécutée.

Si une organisation ne dispose pas d'un système de gouvernance solide qui assure des connexions efficaces avec les dirigeants autochtones de base, alors elle ne peut pas être considérée comme une organisation représentative. Des véritables organisations autochtones doivent être enracinées dans des systèmes authentiques des dirigeants et des traditions. Il existe de nombreuses organisations qui prétendent être représentatives, mais ne parviennent pas à travailler systématiquement avec tous les leaders locaux sur une base régulière, et sont donc de faux représentants. Ces faux représentants ne peuvent pas fournir FPIC parce qu'ils ne sont pas efficacement la base des consultations avec les dirigeants. Par exemple, de nombreux projets de développement qui ont un impact négatif sur les peuples autochtones ont "consultés" une personne ou une organisation autochtone pour obtenir leur soutien "dans la représentation" des gens qui sont touchés par ces projets.

Les organisations autochtones sans un système fort de responsabilisation sont très problématiques, car ils ont légitimé un grand nombre de procédés nuisibles à des peuples autochtones et à leur droit au FPIC. La plupart des politiques et des projets de développement ne peuvent pas être légalement mis en oeuvre jusqu'à ce qu'ils puissent prouver qu'ils ont respecté le droit au FPIC. Toutefois, ces projets ont souvent recours à des organisations non représentatives, pour répondre à cette exigence. Ainsi, des organisations autochtones non représentatif sont souvent devenus le principal mécanisme par

lequel les menaces principales aux peuples autochtones sont activées.

Comment les systèmes de représentation des populations autochtones sont conçus

Les systèmes de représentation des populations autochtones sont fondées sur la démocratie participative, qui était à l'origine un concept autochtone qui a été adopté et modifié par les colonies de l'Ouest dans les Amériques. Il existe une différence structurelle entre les principales démocraties occidentales et les systèmes de représentation des populations autochtones.

Dans le système représentatif autochtones, les organisations autochtones recueillent des renseignements sur les questions qui touchent les communautés qu'ils représentent, puis analysent ces informations et donnent à leurs communautés avec des recommandations afin que les leaders de la communauté puisse prendre des décisions éclairées et de donner un mandat clair aux dirigeants de leurs organisations. Les décision importantes ne devraient pas être prise par les dirigeants autochtones sans une consultation préalable avec les communautés qui seront affectées, conformément aux droits au FPIC de ces communautés. Il s'agit d'une structure de prise de décision à la pyramide inversée, en dernier ressort la prise de décision est faite par les des dirigeants au niveau locale, et pas par les dirigeants des plus grandes organisations autochtones... En revanche, les démocraties occidentales emploient un modèle pyramidal où un peu de dirigeants qui prennent la plupart des décisions importantes et s'assurent qu'elles sont mises en oeuvre et appliquées par les chefs des autorités locales. Cette différence fondamentale est extrêmement importante de garder à l'esprit, comme il est la source de nombreux malentendus parce que les étrangers s'attendent que des dirigeants autochtones prennent des décisions importantes sans consulter les communautés qu'ils représentent.

Le système de représentation des populations autochtones commence au niveau des communautés, où les dirigeants sont généralement choisis en fonction de la tradition culturelle, même si aujourd'hui de nombreuses communautés peuvent tenir des élections officielles des dirigeants communautaires. Chaque communauté est membre du local ou régional des organisations autochtones, qui comprennent souvent un grand nombre de communautés de plusieurs groupes ethniques distincts. Les dirigeants de ces collectivités ou organisations autochtones régionales sont élus dans une assemblée des membres des communautés et sont généralement basés dans les bureaux dans les villes d'Amazonie, et sont soumis aux limites de 3-5 ans. Les collectivités locales et régionales d'organisations autochtones ont des statuts (généralement basé sur le travail des structures syndicales) qui nécessitent l'organisation d'agir dans la représentation de ses membres des communautés, en mettant l'accent principalement sur la lutte contre les menaces auxquelles font face les membres des communautés. La plupart des collectivités locales et les organisations autochtones régionales sont membres des grandes organisations autochtones, que nous appelons dans ce rapport que "les organisations autochtones nationales."

Les organisations autochtones nationales ont pour but de représenter tous les peuples indigènes d'Amazonie dans leur pays. Ces organisations autochtones nationales, généralement basés dans les grandes villes, se concentrent beaucoup de leurs efforts à influencer les politiques nationales et les grandes menaces qui dépassent le champ d'application et les capacités de leurs collectivités locales et les organisations régionales. Les organisations autochtones nationales forment une interface vitale avec les décideurs, les médias, les bailleurs de fonds, et la diversité des alliés, en influençant ces relations de plaider pour des changements de politique et de ressources financières que bénéficieront leurs peuples.

Les organisations autochtones nationales sont membres du Conseil de COICA (le Coordonnateur des organisations autochtones du bassin de l'Amazone) et de l'Amazon Alliance. Comme preuve de leur nom, ni la COICA ni Amazon Alliance ont été conçus pour être des représentants des peuples

autochtones, mais ont été créés pour coordonner des actions communes entre les organisations autochtones nationales de neuf pays de l'Amazonie et d'autres alliés, en vue d'aborder les questions internationales qui touchent l'ensemble du bassin amazonien.

De nombreuses alternatives " institutions autochtones" ont été créées pour interagir avec les organisations occidentales, et qui sont en opposition directe avec le système indigène de la représentation autochtone. Par exemple, les nombreux forums et de groupes qui sont créés pour servir les besoins des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Ces groupes ad hoc sont généralement composés des personnes autochtones non- représentants qui possèdent souvent des connaissances techniques, mais sont invités à prendre des décisions comme si elles étaient représentants authentiques des peuples autochtones.

Les contraintes sur le système des représentant des populations autochtones

Peut-être plus que dans tout autre mouvement ou d'une région quelconque du monde, les difficultés de communication de l'Amazonie est un obstacle majeur à toute tentative visant à consulter et à représenter adéquatement les communautés autochtones. Certaines communautés ont accès à des radios AM ou HAM , mais très peu ont accès à l'Internet ou aux téléphones.

Ainsi, le moyen le plus efficace d'engager les communautés autochtones est en général par aller physiquement à la communauté, ou en amenant les dirigeants communautaires à une rencontre régionale pour débattre de questions et de fournir des ressources pour leur permettre de communiquer des informations à leurs communautés. Ces deux options sont extrêmement coûteux en temps et en argent, et sont au-delà des capacités des effectifs et des budgets de la plupart des organisations autochtones à faire plus d'une fois par an.

Les organisations nationales, d'autre part, ont généralement un accès complet à des téléphones, téléphones portables et Internet, et des compétences dans l'utilisation de ces technologies. Au niveau international la COICA et l'Amazone Alliance se servent de l'Internet et les téléphones, mais ils ont eu un succès limité dans la tentative d'engager les organisations autochtones de cette façon, surtout étant donné le grand nombre de langues différentes qui doivent être utilisés pour communiquer dans tous les pays de l'Amazonie.

Puisque les communautés autochtones n'utilisent pas en général les technologies de la communication, les organisations nationales et internationales communiquent facilement et régulièrement avec les acteurs externes qui sont basés dans les villes qu'avec leurs propres dirigeants locaux. Dans de nombreux cas, le travail des organisations nationales et internationales est donc beaucoup plus guidé par les apports de leurs contacts et de leurs alliés qui utilisent la technologie des communications (la plupart des membres du personnel des organisations non autochtones) que par un réel mandat des chefs de communauté informés.

Le seul moyen vraiment efficace de la coordination internationale a été par la tenue de réunions qui incluent tous les dirigeants des organisations autochtones nationales. Ces réunions sont extrêmement longues pour les dirigeants des organisations nationales, coûteux pour les organisateurs, et ont de grandes difficultés à surmonter les barrières linguistiques et les différences culturelles entre les dirigeants des différents pays. Ces multiples obstacles de communication contribuent à des problèmes de dirigeants autochtones de ne pas être efficacement mis à jour sur les questions internationales. Par conséquent, des questions importantes ne sont souvent pas abordées jusqu'à ce que la situation devienne urgente.

Des questions urgentes qui nécessitent une réponse immédiate au niveau national et international des

organisations autochtones contraignent gravement le processus de la prise de décision. Le système de représentant autochtone n'est pas conçu pour faciliter la prise de décision rapide. Cette situation est aggravée par le fait que les organisations autochtones n'ont pas les systèmes de communication qui seraient nécessaires pour informer rapidement les communautés et de recevoir un mandat clair. Bon nombre des menaces et des opportunités que rencontrent les organisations autochtones dans leurs travaux nécessitent de mesures urgentes, en laissant du temps insuffisant pour l'ensemble du processus de prise de décision.

Face aux demandes urgentes, les dirigeants font face à un choix difficile: (1) essayer de bien consulter les membre de leurs collectivités, ce qui nécessite beaucoup de temps et de ressources et pourrait encore aboutir à une décision qui est trop tard, ou (2) de prendre une voie qui viole l'exigence d'obtenir le consentement de leurs membres et prendre une décision exécutive au nom de leurs électeurs.

Une autre pression sur les systèmes représentatifs des populations autochtones, c'est la façon dont les besoins de financement limitent le soutien à l'organisation de base au renforcement de ce qui est nécessaire pour les organisations à être en mesure de fonctionner de façon appropriée. La plupart des organisations n'ont pas les capacités administratives ou les contacts pour pouvoir demander des fonds. Les sources de financement limitées qui sont disponibles pour les organisations autochtones créent une concurrence acharnée, et sont généralement limitée à fournir un soutien pour des projets spécifiques. Les organisations sont récompensées pour l'exécution des projets, mais découragées de renforcer leurs systèmes de gouvernance. Les dirigeants qui sont prêts à entrer en concurrence avec leurs alliés et d'ignorer leurs systèmes de gouvernance en faveur de résultats rapides sont rapidement en mesure de monopoliser l'accès aux fonds, en s'écartant de freins et contrepoids qui devrait les tenir responsables de ce qu'ils font avec ces fonds. Cela met de plus en plus les ressources financières du mouvement autochtone dans les mains de quelques individus qui ne sont pas contrôlés par des systèmes de transparence et de responsabilité.

Les résultats des systèmes de représentation dysfonctionnels

En raison des contraintes au système de représentation des populations autochtones décrites ci-dessus, ces dernières années ont vu une forte consolidation des richesses et du pouvoir dans les mains d'un petit groupe de personnes. Puisque ce groupe est largement déconnecté des dirigeants locaux , ils ne peuvent pas mobiliser une large participation des peuples autochtones face aux grandes menaces. Même un groupe de personnes qualifiées ne peuvent pas avoir de près ou de loin l'impact d'un mouvement autochtone organisé et puissant avec des connexions de base légitimes. Par conséquent, même avec beaucoup d'accès à des fonds et du pouvoir, aucun changement majeur n'a été accompli par ce groupe en ce qui concerne le principe de menaces qui pèsent sur l'Amazonie.

Les prochaines sections du présent rapport décrit en détail la façon dont les problèmes structurels que nous avons décrits dans le système représentatif autochtones d'Amazonie ont gravement compromis les droits des peuples autochtones et l'affaiblissement des systèmes de gouvernance traditionnels des peuples autochtones. Nous allons commencer avec une analyse plus large de l'organisation faîtière, l'Amazon Alliance, et ensuite se concentrer sur les problèmes liés à la COICA.

III. Problèmes structurels dans l'Amazon Alliance

Les actions, les priorités et les positions d'Amazonie Alliance devrait refléter le consensus atteint par les nombreux organisations membres d' Amazon Alliance. Les travaux de l'Alliance doivent être présentés par les membres, dirigée par le directeur du Conseil, et mis en œuvre par le personnel. Les déclarations faites par l'Alliance ont de l'influence, parce qu'ils sont supposés être soutenus par un vaste réseau d'organisations puissantes. Pourtant, sans préciser les systèmes de gouvernance et pas de véritable contrôle fournis par le Comité directeur du Conseil, il n'y a aucun moyen de s'assurer que les activités de l'Alliance sont en harmonie avec les désirs et les besoins de ses nombreux membres.

Les défis à la réalisation de la mission de l'Amazon Alliance

Outre les difficultés de toute alliance, l'Amazon Alliance a eu des obstacles unique en raison de sa taille, la portée et la composition. Ses près d'une centaine d'organisations membres puissantes sont répartis sur trois continents, et nécessitent au moins l'interprétation en cinq langues afin d'être en mesure de communiquer efficacement. Les ONG de l'Alliance ont des missions très diverses et des approches, qui vont des droits de l'homme à la conservation au développement durable. Les organisations autochtones de l'Alliance viennent de cultures distinctes, et ont une variété de structures organisationnelles et les différents modèles d'engagement. En outre, il y a eu une longue histoire de conflits et de méfiance entre les organisations autochtones et des ONG, profondément enracinés dans leur cosmovisions différentes.

Face à ces défis, la plupart des succès de la coordination des membres de l'Alliance est centrée sur l'aide de petits sous-groupes qui partagent un objectif concret. Bien que l'Alliance a été créée pour remplir un rôle important, depuis des années, il a servi essentiellement comme un prestataire de services de base à ces sous-groupes, y compris le soutien logistique, les préparatifs de voyage, et la traduction. Ce travail est important, mais ne répond pas à l'objectif principal de l'Alliance: la coordination efficace de la diversité de ses membres de définir et de réaliser des objectifs communs.

Le Comité directeur du Conseil de l'Alliance

Le Conseil de direction de l'Amazon Alliance est composé d'organisations autochtones et les ONG qui font un travail extraordinaire sur divers sujets. Le but d'un Conseil, par opposition à un conseil d'administration, est de s'appuyer sur un large éventail de perspectives d'experts, afin d'atteindre les sages et les actions mieux informées et de travailler en collaboration afin d'atteindre les objectifs qui ont été identifiés. Les organisations membre du Conseil de l'Amazon Alliance comprennent de nombreux dirigeants visionnaires, mais ces dirigeants sont en général extrêmement surchargés de travail et donnent la priorité au travail avec leurs propres organisations avant tout. Ils ont donc très peu de temps à consacrer à l'examen des grandes questions de l'Amazon Alliance, et ne sont pas en mesure de remplir la plupart des fonctions de gouvernance qui sont normalement gérés par un conseil d'administration, telles que la surveillance fiduciaire et des évaluations formelles de l'organisation et ses dirigeants. En outre, l'incapacité de la plupart des membres du Conseil à investir le temps nécessaire pour régir l'Alliance, veut dire qu'ils ne sont pas nécessairement capable de prendre des décisions éclairées et ne termine pas le travail qu'ils ont convenu que doit être fait. Les membres du Conseil n'ont souvent pas le temps de lire et de répondre directement à des propositions qui nécessitent un vote du Conseil.

Le dysfonctionnement du Conseil n'est pas la faute des individus ou des organisations concernées, mais

c'est due à une mauvaise conception du système de gouvernance. Dans le modèle actuel, la seule entité ayant le pouvoir de résoudre les graves problèmes au sein de la structure de gouvernance de l'Alliance est le Conseil. Toutefois, les changements radicaux qui sont nécessaires pour corriger les défauts structurels dans l'Alliance exige que le Conseil abandonne la plupart de ses pouvoirs. Il aurait besoin de désigner un nouvel organe pour remplir les fonctions que le Conseil ne peut pas suffisamment compléter et de fournir une surveillance plus détaillée des travaux de l'Alliance.

Système de gouvernance de l'Amazon Alliance

Bien que l'Alliance soit en existence pendant près de deux décennies, le Conseil de l'Amazon Alliance n'a jamais convenue d'un système clair de la façon dont l'Alliance devrait fonctionner. Les règlements d'organisation sont vagues, et à ce jour, aucune des directives opérationnelles ont été formellement adoptées. L'absence d'accord clair sur la façon dont l'Alliance devrait fonctionner a créé de graves malentendus et de conflits au sein de l'Alliance pendant de nombreuses années.

Les discussions des problèmes de l'inadéquation de la structure ont été lancés par les dirigeants précédents de l'Amazon Alliance, mais n'a pas abouti à des solutions globales. À partir de 2006, la nouvelle direction du Bureau de coordination d'Amazon Alliance a mené des recherches intensives sur les problèmes structurels au sein de l'Alliance. La direction du Bureau a immédiatement soumis les changements proposés à la structure organisationnelle pour l'examen et l'approbation du Comité directeur du Conseil. Poursuite des travaux sur cette question a nécessité la réunion du Conseil directeur de 2007, où des membres engagés dans une discussion en profondeur de l'objectif de l'Alliance et a examiné les modifications proposées à la structure organisationnelle. Pourtant, aucune des directives opérationnelles ont été rédigées. Le Conseil a de nouveau examiné les lignes directrices opérationnelles à la réunion du Conseil des directeurs en 2008. Bien qu'il y ait un consensus général sur de nombreux points, il y avait des désaccords sur d'autres. Le Conseil directeur de l'Alliance a estimé qu'il était important pour COICA et l'Alliance à collaborer étroitement dans l'élaboration de directives opérationnelles. Après avoir accepté de travailler avec le personnel de l'Alliance au projet de lignes directrices définitives, COICA a ensuite refusé d'avoir des réunions avec l'Alliance pour terminer ce travail pour plus d'une année. Au lieu de cela, COICA a récemment développé indépendamment son propre projet de document de directives opérationnelles pour l'Alliance qui ne ressemble pas aux décisions déjà prises par le Conseil. Ce projet n'a pas été examiné par le personnel de l'Alliance ou le Conseil. Jusqu'en mai 2009, l'Alliance ne dispose pas encore de consensus pour la mise en œuvre d'une structure de gouvernance claire.

Le modèle de co-directeur

Le modèle de co-directeur de l'Alliance est conçu de la méfiance et les malentendus entre les ONG et les peuples autochtones. En principe, le concept d'avoir un co-directeur de l'Amazon Alliance choisi par les ONG et un autre choisi par les organisations autochtones garanti l'équilibre des points de vue et le leadership. Toutefois, le Conseil n'a pas établi de définition claire des rôles et responsabilités respectifs de chaque co-directeur. Il n'y a aucun moyen de contrôle de la co-administration, aucun processus officiel d'évaluation de leur travail, et aucun accord sur la manière dont la prise de décision et de gestion financière devrait être traitée. Ces faiblesses créent de la confusion et rendent l'Alliance très vulnérables à la division de conquérir de stratégies.

Le modèle de co-directeur a créé des problèmes depuis qu'il a été adopté pour la première fois. L'Alliance a pédalé à travers cinq co-directeurs de la dernière décennie, sans co-directeur désigné par le Conseil autochtone de l'Alliance de 2005 à 2008. Le Conseil autochtone a finalement choisi M. Juan Carlos Jintiach à travailler comme le deuxième co-directeur à partir de 2008. L'Alliance délégué M.

Jintiach COICA à accompagner le personnel et de lui fournir un appui technique direct à des réunions internationales, l'Alliance, tandis que d'autres membres du personnel lui a fourni des informations pertinentes et des conseils stratégiques. Manque de clarté concernant le rôle de M. Jintiach l'a conduit de plus en plus à brouiller la ligne entre l' Amazon Alliance et la COICA et il a souvent présenté comme un représentant de l'ensemble des organisations indigènes d'Amazonie. Comme il n'y avait pas de système de responsabilisation, il n'a jamais officiellement aucune de ses travaux ou les activités du Conseil. À la mi-2008, M. Jintiach cessé de remplir la plupart des fonctions nécessaires de sa position autre que la participation à des réunions internationales, et s'est arrêté à l'aide du bureau de l'Alliance Amazon. Vers la fin de 2008 il a commencé à travailler dans le bureau de la COICA, et il a été officiellement constituée en tant que membre du personnel de la COICA au début de 2009, tout en conservant son rôle de co-directeur de l'Alliance. Depuis son bureau de la COICA, son travail a été distingué de l'activité du personnel de COICA , et ils se sont engagés dans la quasi-totalité des actions en commun. Ce double rôle a créé beaucoup de confusion concernant le rôle distinctif de l'Amazon Alliance et de la COICA.

IV. Problèmes structurels dans COICA

Le rôle de la COICA

Le Coordonnateur des Organisations Autochtones du bassin de l'Amazone (COICA) a été créé pour faciliter la coordination entre toutes les organisations indigènes d'Amazonie à accroître leur capacité à affronter ensemble les menaces principales. Une fois les organisations autochtones de l'Amazonie ont atteint un consensus sur une question, les membres élus du personnel de COICA sont censés transmettre cette position dans toutes les instances internationales. COICA peut aussi le élaborer le projet de stratégies possibles pour le mouvement indigène en Amazonie et de les soumettre à ses organisations membres pour examen. Enfin, la COICA a la responsabilité du renforcement de ses organisations membres et de veiller à ce que les organisations autochtones représentent systématiquement les meilleurs intérêts des peuples autochtones dans leurs pays respectifs.

Comme le nom de la COICA implique, il est un organe de coordination, et n'a pas été conçu pour agir en qualité de représentant de tous les peuples d'Amazonie ou de rendre des décisions importantes au nom de l'Amazonie. Le mandat de COICA est limitée à la présentation d'une position commune qui est accepté par les organisations autochtones de chacune des neuf pays amazoniens.

Comme la plus grande organisation faîtière autochtones de l'Amazonie, COICA traite presque exclusivement avec les dirigeants des organisations autochtones nationales et, par conséquent, est aussi l'organisme qui est plus éloigné de tout contact direct avec les communautés autochtones et les dirigeants traditionnels, dont la plupart n'ont jamais entendu parler de la COICA. Cette distance entre la structure et la base COICA rend COICA extrêmement vulnérables à des problèmes systémiques créés par le manque de systèmes de communication et de l'urgence, comme détaillé ci-dessus. COICA est constamment sous une pression énorme de parler au nom de tous les peuples autochtones d'Amazonie, COICA et les membres du personnel sont les plus souvent posées par les acteurs externes à prendre des décisions très importantes, au nom de toute l'Amazonie. Historiquement, cette tension autour de la COICA a tendance à agir comme un cadre de décision de l'Amazonie a créé une série de conflits majeurs.

Les conflits au sein de la COICA

La plus grave crise interne à laquelle COICA a fait face a eu lieu en 2005. Le Coordonnateur de la COICA a été critiquée à plusieurs reprises pour agir unilatéralement et de dominer l'accès aux espaces et de financement international. Ce coordonnateur éventuellement rendue une décision de changer le lieu et la date du Congrès de la COICA, ce qui a annulé la décision qui avait été faite par un grand nombre de membres du Conseil de la COICA. En conséquence, deux Congrès de la COICA ont eu lieu, organisé principalement par le Coordonnateur de la COICA, et l'autre organisée par plusieurs organisations membres de la COICA. Chaque Congrès a élu des membres du personnel tout à fait différents à servir dans le bureau de coordination de la COICA qui a conduit à une bataille très publique sur le contrôle du bureau de la COICA et la site de la COICA. Un rapport détaillé sur cette crise a été publié par l'Indigenous Information Service, SERVINDI, et peut être téléchargé en espagnol en cliquant ici : http://www.amazonalliance.org/es/servindi

En 2007, tous les membres du Conseil de la COICA ont décidé de mettre fin à l'impasse en ce qui concerne la COICA, qui devrait conduire, et seulement en 2008, que COICA a réellement commencé à fonctionner à nouveau. Malheureusement, les graves échecs du système de gouvernance de la COICA ne sont pas abordés par le Conseil de la COICA. Par conséquent, le nouveau bureau de coordination a approuvé le leadership de la COICA a très vite commencé à reproduire un grand nombre de modèles

qui ont presque détruit COICA dans le passé.

Six personnes ont été élues pour servir les dirigeants du bureau de coordination de la COICA mais des désaccords internes ont causé quatre des six dirigeants élus de se retirer de toute participation importante dans l'orientation de travail de la COICA. Les deux autres individus ont mener des activités de COICA avec l'aide d'une petite équipe, même si, dans les derniers mois de la quasi-totalité du personnel de la COICA a quitté l'organisation et ont été remplacés par de nouvelles personnes.

Le Conseil de Coordination des COICA (CCC) est l'organe directeur de la COICA, et est composée d'une organisation autochtone de chacun des neuf pays amazoniens. Ces organisations sont aussi membres du Conseil autochtone de l'Amazon Alliance. Depuis 2007, les dirigeants de ces organisations ont à maintes reprises, souligné la nécessité d'un débat interne approfondie pour examiner le rôle que joue la COICA, et de prendre des décisions sur la façon de résoudre les problèmes structurels profonds qui ont souffert COICA pendant des années. Les membres du Conseil ont constamment exprimé leur préoccupation sur les grandes décisions prises par COICA sans leur approbation, et des objections à l'absence de transparence en ce qui concerne la gestion financière de la COICA et des contrats secrets avec d'autres organisations.

Les dirigeants du bureau de coordination de la COICA ont régulièrement bloqué leurs efforts du Conseil à huis clos pour discuter en de la profondeur des problèmes de gouvernance au sein de la COICA. En l'absence de l'indispensable révision de sa structure et ses activités, COICA est de perpétuer un modèle organisationnel qui viole les principes mêmes du mouvement indigène.

Le Bureau de coordination de la COICA : un représentant de tous les peuples autochtones de l'Amazonie?

Avec l'aide de l'Alliance de l'Amazonie et d'autres alliés, les nouveaux dirigeants du bureau de la COICA ont eu accès à des négociations internationales et de bailleurs de fonds riches. Initialement, le personnel de l'Amazon Alliance fournissait la coordination logistique coordination, l'orientation stratégique, et obtenait un soutien financier pour de nouvelles personnel de la COICA lorsqu' ils sont entrés pour la première fois dans des espaces internationaux puissants. L'Alliance a constamment fait des efforts pour veiller à ce que les organisations indigènes de neuf pays de l'Amazonie sélectionnent les délégués pour rejoindre COICA aux événements importants. Toutefois, après avoir reçu le soutien de l'Alliance à participer à plusieurs réunions internationales avec les bailleurs de fonds internationaux, l'Organisation des Nations Unies, et l'UICN, de plus en plus COICA a commencé à assister à des événements internationaux, y compris, sans beaucoup de leurs membres du Conseil dans les délégations.

Le personnel de la COICA, y compris M. Jintiach, a commencé à s'affirmer comme les seuls représentants légitimes de tous les peuples autochtones de l'Amazonie. Ils ont développé un discours très convaincant sur la nécessité de respecter le rôle des représentants autochtones élus, et se sont présentés comme des représentants au maximum de peuples autochtones dans l'ensemble de l'Amazonie. Cette position a été largement acceptée par de nombreuses organisations internationales, qui ont trouvé opportun de coordonner ses activités avec une seule organisation de l'Amazonie, plutôt que d'essayer d'inclure les représentants de chaque pays. Ainsi, de nombreuses agences gouvernementales, les institutions multilatérales, les donateurs et les ONG ont réagi rapidement à l'offre de financement et de négocier des accords avec la COICA, au nom de tous les peuples autochtones d'Amazonie.

Depuis que le Conseil de la COICA a été incapable de tenir une réunion pour élaborer et mettre en œuvre un système de gouvernance, COICA reste sans véritable mécanisme de se connecter à la base

des dirigeants qu'ils prétendent représenter. Le personnel de la COICA de plus en plus prend des décisions très importantes qui affectent de façon dramatique en Amazonie, et ils affirment que ces décisions représentent la position de tous les peuples autochtones de l'Amazonie. Pourtant, les exigences ont été mises en place pour veiller à ce que la COICA consulte effectivement toutes les organisations autochtones représentatives, avant de prendre une position. La position de COICA, des documents, et même les discours sont de plus en plus développés par les membres du personnel des ONG, et ne reflètent pas la voix des peuples autochtones de l'Amazonie.

En l'absence de systèmes d'obligation de rendre comptes, il existe un réel danger que les membres du personnel de la COICA pourraient abuser de leur accès à l'essentiel des espaces de prise de décision. Leur rupture de nombreuses organisations qu'ils prétendent représenter leur donne la liberté de violer les principes de base de leadership. Le personnel de base de la COICA actuellement passe la plupart du temps dans la participation à des réunions internationales, où ils vivent dans des hôtels de luxe et reçoivent des fonds personnels par les organisateurs de ces réunions. Leur participation à ces réunions est compromise en se livrant à un comportement très problématique. Ils ont développé une grande réputation pour leur modèle de dépenser de l'argent sur l'utilisation excessive de l'alcool et des prostituées tout en participant à des réunions. Souvent le personnel de COICA ne parvient pas à se préparer suffisamment pour des réunions ou arriver à l'heure. Comme ils sont considérés comme les représentants de tous les peuples autochtones d'Amazonie, ce type de comportement, non seulement réduit leur efficacité dans les réunions, mais aussi le discrédit sur l'intégrité de l'ensemble du mouvement indigène.

COICA: intermédiaire financier pour l'Amazonie?

Le discours de la COICA se concentre toujours sur l'idée que la COICA devraient avoir un accès exclusif à tous les fonds que va actuellement à d'autres organisations de l'Amazonie. Ils font valoir que les représentants de tous les peuples autochtones de l'Amazonie, les fonds destinés aux peuples autochtones devraient aller à la COICA, qui se dispersent ensuite l'argent à des organisations autochtones dans l'ensemble de l'Amazonie. Les dirigeants de COICA attaque agressive à toutes les ONG comme étant sans réserve à travailler avec les peuples autochtones, et demande que les fonds actuellement en cours à des ONG doit plutôt être donnée au bureau de coordination de la COICA.

COICA est un intermédiaire pour de nombreux bailleurs de fonds internationaux et des institutions, de sorte COICA a rapidement obtenu de grosses sommes d'argent d'un certain nombre de sources très controversées. Sans jamais présenter des propositions de projets ou de contrats à tous les membres du Conseil de la COICA, pour examen, le personnel de la COICA a signé de nombreux contrats qui leur accordent l'accès au financement auprès des organismes du gouvernement, de puissantes ONG internationales, et la Banque mondiale. Récemment, la COICA s'est engagé d'assister à des réunions exclusives avec les sociétés multinationales d'énergie, où ils espèrent obtenir des fonds supplémentaires en échange de la promotion de l'exploitation pétrolière dans les terres autochtones et de la vente du carbone dans les forêts. Étant donné que toutes ces négociations et les contrats sont détenues en secret, il est difficile de savoir dans quelle mesure elles ne compromettent pas l'intégrité et l'indépendance de la COICA, mais il est clair que beaucoup de ces entités ont des intérêts dans le contrôle des activités de la COICA et d'affaiblir la résistance indigène aux industries extractives.

En revendiquant le rôle de représentant autochtone, COICA est essentiellement en mesure de vendre la demande qu'ils sont les seuls qui peuvent acquérir le consentement préalable libre de tous les peuples autochtones d'Amazonie. Généralement COICA propose de tenir une réunion des dirigeants autochtones pour discuter de la forme et la position sur le sujet d'intérêt pour le donateur, mais ils demandent beaucoup plus d'argent que ce qui est effectivement nécessaire pour la réunion. Par exemple, COICA récemment reçu $ 300000 pour des ateliers sur le développement des infrastructures

(IIRSA), mais n'a fait que peu de travail pour coordonner les ateliers, et a donné 10,000 dollars à l'organisation dans chaque pays pour dépenser pour les réunions, tout en gardant au moins 200.000 dollars pour utilisation par le bureau de coordination.

Au cours de la dernière année, l'attention internationale sur le rôle des peuples autochtones face aux changements climatiques a donné COICA la possibilité d'acquérir d'importantes sommes d'argent de la part d'entités qui bénéficieraient largement si les peuples autochtones de l'Amazonie ont pris une position qui a été en conformité avec leurs intérêts . COICA a également initié des rencontres avec des investisseurs internationaux dans le commerce de carbone, qui sont intéressés à payer des centaines de millions de dollars en échange des droits à la teneur en carbone contenues dans les forêts qui se trouvent sur des terres autochtones. Ces accords placeraient des limitations strictes sur la manière dont les communautés autochtones peuvent utiliser leurs terres, mais il n'est pas encore clair si ces fonds bénéficient effectivement les organisations autochtones et des communautés de base de chaque pays amazoniens.

Le Conseil de la COICA n'a pas été autorisés à accéder à encore plus de l'information de base concernant les finances de la COICA, et ils n'ont pas été invités à jouer un rôle dans la détermination de la manière dont les fonds doivent être utilisés, ce qui devrait être la priorité des projets, ou des contrats qui devrait être approuvé. Avec une absence totale de surveillance financière par les organisations autochtones nationales, il n'est pas surprenant qu'ils ont très peu bénéficié des fonds que COICA a acquis au nom de toutes les organisations autochtones de l'Amazonie. L'allégation que COICA devrait agir comme un intermédiaire pour tous les financements pour les peuples autochtones de l'Amazonie n'est pas soutenue par une histoire d'utilisation et de distribution des fonds aux organisations autochtones.

Très peu de fonds disponibles pour soutenir les représentants des peuples autochtones, et la COICA ont très bien réussi à obtenir des fonds qui, autrement, sont allés à des organisations autochtones nationales. La plupart de ces fonds restent dans le bureau de la COICA, mais le minimum de fonds qui sont remis à des organisations autochtones nationales sont utilisées comme un outil politique pour récompenser les alliés, tandis que les fonds sont retenus par des organisations dont les dirigeants ont critiqué le personnel la COICA. Ce système a permis de maintenir la COICA un certain degré de contrôle sur ses membres. COICA a maintes fois répété de leur Conseil que toute exposition publique de désaccord avec la COICA se traduira par la paralysie du fonds d'affection spéciale de la COICA d'un million de dollars, et autres sources de financement. En utilisant ce prétexte, ils ont réduit au silence tous les débats sur la gestion des fonds de la COICA.

COICA: Marginalise et remplace les organisations autochtones nationales

COICA est censé renforcer les organisations autochtones nationales qui font parti du Conseil. Pourtant, en se présentant comme l'organe représentatif de tous les peuples autochtones d'Amazonie, COICA est entré en concurrence directe avec ses membres du Conseil.

Actuellement COICA monopolisent beaucoup d'espaces politiques importantes qui sont à la disposition des représentants des organisations indigènes d'Amazonie. Ces espaces politiques offrent des possibilités de critiques des organisations autochtones nationales, à la fois en termes de décisions qui sont faites et pour avoir la chance de réseau avec les bailleurs de fonds et des alliés qui sont intéressés à soutenir le travail accompli par les organisations autochtones. Toutefois, plutôt que de faciliter l'intégration des dirigeants autochtones nationaux, généralement COICA envoie son propre personnel à des réunions internationales, l'octroi de subventions ou l'accès uniquement aux personnes qui ont donné leur soutien politique au personnel de la COICA. A titre d'exemple, l'Amazon Alliance a récemment obtenu des fonds suffisants pour que COICA choisie cinq dirigeants autochtones nationaux

pour assister à un sommet des changements climatiques en Alaska. COICA a plutôt décidé d'envoyer quatre membres de leur personnel et d'un représentant d'une organisation nationale.

Dans ces espaces politiques, parfois le personnel de COICA est directement en contradiction avec les positions prises par certains membres de leur Conseil, mais depuis qu'ils prétendent être les seuls représentants de l'Amazonie, les déclarations sont considérées comme supérieur aux autres positions nationales. Ils ne fournissent pas tous les rapports du Conseil à leurs réunions pour expliquer qu' ils ont assisté, dont les positions et les décisions qu'ils ont prises, ou les résultats qui ont été accomplis. Dans le processus de prise de décision utilisés par la COICA, les organisations non-autochtones exercent plus d'influence que les membres du Conseil de COICA. COICA s'appuie fortement sur les membres du personnel des ONG dans le développement des stratégies de la COICA, les propositions de subventions, publications, et des positions politiques. Les personnes qui sont employés et supervisés par des ONG étrangères travaillent dans le bureau de la COICA, et accompagner le personnel de COICA à des réunion importantes d'agir à titre de conseillers et de soutien technique. A titre d'exemple, COICA a actuellement un membre du personnel qui est employé par une organisation de conservation puissante basée aux Etats-Unis , et qui est financé par des fonds du gouvernement des États-Unis.

Dans les réunions organisées par la COICA, ils ont toujours invité des amis à des ONG et des institutions gouvernementales, qui sont parfois beaucoup plus actif dans l'élaboration des résultats de la réunion que les dirigeants autochtones nationaux. Cela a été le cas même dans les réunions internes sensibles comme COICA la récente réunion du Conseil d'évaluer le travail COICA a fait en 2008. En conséquence, peu de dialogue ou d'évaluation de la COICA se produit parce que les réunions du Conseil sont attentives à ne pas critiquer la COICA lorsque les acteurs sont présents.

Le schéma de COICA de contrôler l'accès à l'information, a l'argent et au pouvoir lui a permis d'augmenter rapidement à la place dans seulement un peu plus d'un an. Cette hausse a été en grande partie au détriment des organisations autochtones de leur Conseil.

V. Résoudre les problèmes de l'Amazon Alliance et de la COICA

L'Amazon Alliance et la COICA ont été créées comme des organisations très distinctes qui ont été conçus pour remplir des rôles complémentaires. En substance, la COICA est censé coordonner le consensus dans les organisations autochtones, tandis que l'Alliance a été créée pour coordonner les actions conjointes entre les organisations autochtones et des ONG alliées. Bien que la conceptualisation de leurs différents rôles soit claire, les détails de la manière dont ces deux organisations devraient se rapporter à l'autre n'ont jamais été clairs. L'absence de statistiques globales, des systèmes de gouvernance interdépendantes a créé de la confusion et de conflit depuis la création des deux organisations. Cette section du rapport expliquera les relations entre la problématique de l'Amazon Alliance et de COICA, et donne ensuite des recommandations concrètes sur la manière de résoudre les problèmes qu'ils ont créés.

Amazon Alliance et COICA: confusion des rôles et inefficacité

Officiellement le bureau de coordination de COICA est un observateur sans droit de vote au sein du Conseil directeur de l'Amazon Alliance. Comme un organe de coordination, COICA ne devrait pas voter sur les décisions, mais doit prendre en charge quelle que soit la décision prise par leurs propres membres du Conseil. Toutefois, au cours de la dernière décennie, les membres du personnel de COICA ont affirmé à plusieurs reprises qu'ils sont l'autorité finale pour déterminer ce que l'Alliance peut et doit faire.

Avec la récente confusion sur le double rôle de M. Jintiach comme membre du personnel de l'Amazone Alliance et de la COICA, la distinction entre ces deux organisations a été pratiquement éliminée. Le personnel de la COICA a commencé à prétendre que l'Amazon Alliance est inutile de concurrence, tout en demandant au personnel de l'Alliance de faire le travail de coordination qui a été plus appropriée dans le domaine de la COICA. Quand il y avait des imperfections dans les initiatives conjointes, la COICA a été prompt à reprocher à l'Alliance, mais n'a fourni aucune explication cohérente.

À partir de la fin de 2008, quelques membres du personnel de la COICA ont commencé activement à attaquer l'Amazone Alliance et ont tenté de prendre en charge ou de rendre difficile tous les grands projets de l'Amazon Alliance sans aucune preuve de volonté de faire le travail que le personnel de l'Alliance faisait. Le personnel de l'Alliance a tenté de résoudre ces conflits, tout en poursuivant avec les travaux que le Conseil l'avait confié mais l'hostilité de la COICA a rendu la collaboration extrêmement inefficace. COICA a insisté sur le fait que le personnel qu'ils avaient le droit d'approuver ou de rejeter unilatéralement toutes les activités de l'Alliance, et a exigé que toutes les communications avec l'Alliance à toute organisation autochtone soient traduites en espagnol et envoyées à au personnel de la COICA. Le respect de ces exigences qui ont causé d'importants retards dans le temps des projets sensibles, et d'énormes quantités de temps et les fonds ont été consacrés à des traductions. Même avec ces efforts amplifiés à faciliter le travail collaboratif, du personnel de la COICA a créé des obstacles à l'Amazonie de l'Alliance de travail et ne donnait aucune aide ou une participation significative dans le processus.

Par exemple, l'Amazon Alliance a coordonné étroitement avec les membres du Conseil de la Guyane, le Suriname et la Guyane française pour organiser une réunion régionale importante dirigeants autochtones et les ONG. COICA a exigé que toutes les communications au sujet de cette réunion soit traduit en espagnol et envoyés au personnel de la COICA, mais ils n'ont pas répondu aux nombreuses demandes urgentes envoyé par des membres du Conseil. Lorsque le personnel de COICA est arrivé, ils ont menacé de dénoncer l'Amazon Alliance parce qu'ils n'aimaient pas l'ordre du jour que les

organisations autochtones avaient conçu. Ce programme avait été traduit et envoyé à COICA une semaines plus tôt, pour observations et suggestions avant d'être finalisé par les membres du Conseil. Lorsque la réunion s'est avérée un grand succès, la COICA a été prompt à demander le crédit pour l'événement, malgré avoir joué pratiquement aucun rôle en aidant à coordonner.

Ces conflits entre l'Alliance et la COICA ont persisté pendant de nombreuses années, même si les dirigeants et tout le personnel de chaque organisation ont changé plusieurs fois. Fondamentalement, le problème n'est pas avec de nombreux membres du personnel qui ont été impliqués dans les deux organisations, qui, dans de nombreux cas, ont fait un travail exceptionnel. Au contraire, l'absence de problèmes de gouvernance mis en scène pour les conflits.

La décision de rédiger un rapport public

Au cours de la précédente administration de la COICA, en raison de bon nombre des mêmes problèmes de mauvaise gouvernance, le bureau de coordination de la COICA a été largement critiqué pour interactions hostiles avec des alliés potentiels, de graves erreurs de gestion de fonds, et la prise de décision non autorisée. Lorsque la situation a abouti à un conflit au sein de la COICA en 2005, il a presque détruit les de deux organisations COICA et l'Amazon Alliance. Étant donné que ces deux organisations ont des profils au niveau international, la crise a également gravement endommagé la réputation de l'ensemble du mouvement indigène, provoquant de nombreux bailleurs de fonds et les alliés à retirer son soutien pour tous les organisations autochtones d'Amazonie.

Au cours des dernières années, l'Amazon Alliance a fait de la poursuite des efforts pour soutenir la résolution des conflits au sein de la COICA. Les membres du personnel de l'Alliance ont soigneusement évité de révéler les faiblesses structurelles des deux organisations dans l'espoir de trouver des solutions sans répéter les affrontements publics qui ont endommagé le mouvement indigène en 2005. Il y avait des signes que les organisations pourraient être en mesure de remanier entièrement les statuts de leur organisation pour répondre aux problèmes de gouvernance. Aussi récemment qu'en Novembre 2008, l'Alliance et la COICA ont tenu une réunion de planification stratégique de repère à Manaus, Brésil. Lors de cette réunion, la COICA et l'Alliance ont décidé d'un plan de travail commun de collaboration pour l'année 2009 qui réengage et habiliter les dirigeants autochtones de base, à renforcer leurs liens avec des ONG membres de l'Alliance, et de soutenir les dirigeants dans l'analyse des menaces de développement de l'infrastructure et le changement climatique.

Malheureusement, dès Janvier 2009, la COICA a pris des mesures visant à saper la base de la participation des représentants autochtones aux réunions, il avait accepté de co-organiser avec l'Alliance dans le plan stratégique mis en place en Novembre 2008. Les membres du personnel de COICA ont indiqué qu'ils avaient déjà développé des positions sur le développement des infrastructures et du changement climatique, il n'y a donc pas besoin de représentants autochtones à engager ces questions que d'autres de s'informer et de soutenir les positions développées par le personnel de la COICA. Après l'atteinte à la réunion de dirigeants locaux et les ONG qui ont eu lieu en Janvier, au Brésil, la COICA a déclaré que toutes les autres réunions prévues de la base des chefs de file dans chaque pays amazoniens devaient être annulées. Finalement, ils ont été forcés par leurs membres du Conseil d'aller de l'avant avec la réunion prévue dans le bouclier guyanais, mais ils ont encore fait un certain nombre de tentatives de sabotage de la réunion.

À ce point il est devenu clair pour les auteurs de ce rapport qu'il n'y avait pas moyen de surmonter les graves défauts structurels dans la gouvernance de la COICA et de l'Alliance sans en aviser la base et la mobilisation des leaders autochtones qui sont l'autorité suprême du mouvement indigène. Depuis la direction de l'Alliance a été compromise par les défauts structurels décrits ci-dessus, le seul recours était de publier un rapport qui explique parfaitement la situation afin que des mesures immédiates

puissent être prises par les divers acteurs impliqués dans l'Amazonie.

Permettre à la situation actuelle de continuer va produire de graves conséquences négatives. L'Alliance et la COICA ne peuvent être autorisée à perpétuer un système cassé qui concentre le pouvoir entre les mains de quelques-uns et sape l'autorité des autorités nationales et locales des organisations autochtones.

Amazon Alliance: La dissolution et la restructuration

Les membres du personnel de l'Amazon Alliance, après avoir travaillé pendant des années pour renforcer l'organisation, sont parvenus à la conclusion que les problèmes structurels profonds de l'Amazon Alliance ne peuvent pas être résolus.

L'Alliance a un conseil qui ne peut régir l'organisation de manière efficace, une mauvaise conception du système Co-directeur, et de profonds problèmes de communication en raison de la distance, la langue et la culture. Avec l'un des co-directeurs de l'Alliance qui travail en tant que membre du personnel de la COICA et agit au nom des deux organisations, il est clair que l'Alliance devient rapidement une extension de la COICA. Étant donné que les dirigeants actuels de la COICA sont extrêmement hostiles à la plupart des ONG, cela n'a pas de sens pour que COICA contrôle une alliance d'ONG et des organisations autochtones.

Jusqu'à ce que les organisations autochtones nationales soient fortement renforcées dans leur capacité à coordonner avec leurs communautés de base, il n'y a aucun moyen pour l'Amazon Alliance de lier efficacement ses organisations membres d'ONG à des besoins réels des communautés autochtones. Par conséquent, malgré les efforts et les meilleures intentions du monde, l'Alliance a démontré qu'elle est une alliance que par le nom.

Les conditions d'une véritable alliance de l'Amazonie ne sont pas réunies actuellement. Des alliances fonctionnelles sont plus grandes que la somme de leurs parties parce que tous les membres contribuent à la solidité de l'ensemble. Pour créer une véritable alliance, il faudrait que les organisations membres valorisent le travail coopératif, comme étant un moyen de réaliser leur propre organisation à atteindre ses objectifs. Il faudrait aussi que toutes les organisations membres investissent toutes les ressources possibles. Cela pourraient être des ressources humaines ou financières pour soutenir la réussite de l'alliance elle-même. Dans le cas de l'Amazon Alliance, la plupart des membres n'ont pas contribué à toutes les ressources de l'organisation au cours des années, plutôt que se concentrer uniquement sur les services du Bureau de coordination de l'Alliance peut offrir.

Étant donné les graves problèmes au sein de l'Alliance et les nombreux obstacles majeurs qui empêchent la résolution des problèmes, nous ne pensons pas que l'Alliance puisse continuer à exister sans devenir une menace pour les principes mêmes qu'elle est censée illustrer.

Nous recommandons vivement que l'Amazon Alliance soit dissous immédiatement.

Conformément aux statuts actuels Amazon Alliance, nous avons soumis cette recommandation à toutes les organisations membres de l'Amazon Alliance qui décidera de la question par une vote. Pour démontrer notre conviction dans la présente décision, les membres du personnel de l'Alliance ont soumis une lettre de démission au directeur du Conseil. La lettre est également incluse dans l'annexe du présent rapport.

Nous espérons que les membres de l'Alliance et de divers autres acteurs vont voir la valeur de la

collaboration systématique, et que la dissolution de l'Alliance se traduira par un débat salutaire sur la façon de créer les conditions d'une nouvelle alliance qui est bien conçue, à partir de son création.

COICA: Mettre un terme à la représentation, de renforcer la gouvernance et de la coordination

Compte tenu de la profondeur des problèmes structurels au sein de la COICA, et les récentes violations des principes du mouvement indigène, il semble logique de recommander que le Conseil COICA dissoudre l'organisation. Toutefois, nous pensons que la COICA peut et doit jouer un rôle central dans le renforcement du mouvement indigène en Amazonie. Les menaces qui pèsent sur l'Amazonie sont trop graves et urgentes pour justifier la fermeture d'une organisation qui pourrait développer la capacité de soutenir le mouvement autochtone dans la coordination d'une réponse efficace.

Puisque COICA est composé de neuf organisations autochtones, elle est confrontée à moins de barrières culturelles et d'une coordination entre les entités de moins que la plus grande et plus diversifiée Amazon Alliance. Une organisation qui se consacre exclusivement à faciliter une coordination efficace entre les organisations autochtones d'Amazonie pourrait être essentielle pour permettre aux divers dirigeants autochtones à s'unir dans la présentation de ces points communs, des visions et positions au niveau international. COICA devraient faciliter l'accès à l'information, de financement et d'événements internationaux pour ses organisations membres.

Nous pensons que les obstacles à l'efficacité de la COICA peuvent être surmonté par un fort leadership par son Conseil et de principe de soutien des alliés et bailleurs de fonds. Création d'un COICA pleinement fonctionnelle requiert l'attention de se concentrer sur le renforcement de capacité des membres du Conseil de véritablement gouverner COICA. Pour gouverner COICA, il faudra un énorme investissement de temps de chaque organisation au Conseil. Ces organisations autochtones nationales, il faudra directement un appui financier et technique pour être en mesure de constamment surveiller et de participer aux activités de la COICA. Actuellement, les membres du Conseil n'ont tout simplement pas suffisamment de personnel pour leurs activités de base, et ne peut pas investir suffisamment de temps dans le contrôle de la COICA. À long terme, le renforcement des systèmes de gouvernance des communautés autochtones et leurs organisations représentatives est la seule façon de veiller à ce que soutient la fondation de la vision COICA.

Dans l'immédiat, il existe un certain nombre de mesures concrètes qui peuvent être prises pour guider COICA vers sa mission:

1. Une enquête indépendante des activités actuelles de la COICA

Les membres du personnel de la COICA se rendre à beaucoup de mal pour nier la validité de l'information et l'analyse dans ce rapport. Nous recommandons donc vivement que le Conseil de la COICA demande une enquête de la COICA par un organisme indépendant avec une expérience dans la conduite de l'organisation des évaluations. Le personnel de l'Amazon Alliance a recueilli de nombreux éléments de preuve pour démontrer l'exactitude de ce rapport. Toutes les informations seront disponibles à des évaluateurs indépendants qualifiés qui sont choisis par le Conseil de la COICA. Il est très important que la véritable ampleur de la crise actuelle au sein de la COICA soit clairement reconnue, et qu'un rapport soit distribué à toutes les organisations de base, de sorte que de véritables solutions puissent être trouvées.

2. Suspendre immédiatement la capacité du personnel de la COICA à agir en tant que représentants

Le bureau de coordination de COICA ne doit pas agir en qualité de représentant et ne devrait pas prendre des décisions au nom de l'ensemble de l'Amazonie. COICA n'a ni le mandat ni les systèmes de

gouvernance à considérer les représentants légitimes de tous les peuples autochtones de l'Amazonie. Le rôle de la représentation doit être réservé exclusivement aux collectivités locales et les organisations autochtones nationales qui peuvent démontrer de solides systèmes de transparence et de responsabilité. Aucun organisme international devrait reconnaître COICA en tant que représentants du personnel, parce qu'ils ne peuvent pas fournir des preuves du fonctionnement d'un système de gouvernance.

3. Paralyser l'exécution de tous projets COICA jusqu'à ce que le Conseil examine tous les contrats, les accords et les propositions qui ont été faites par le personnel de COICA doivent être considérés nulle jusqu'à ce qu'ils aient été minutieusement examinés par le Conseil de la COICA.

4. Réunion du Conseil d'évaluer l'effet COICA et la structure

Une réunion de l'ensemble des neuf membres du Conseil de COICA devraient avoir lieu dès que possible. Cette réunion devrait durer plusieurs jours, et auront besoin de facilitation très forte et d'une équipe d'interprétation complète. Les experts et les alliés peuvent être appelé à assister à des parties de la réunion d'information à donner de brèves présentations et des recommandations, mais des organisations de l'extérieur ne devrait pas être autorisé dans les discussions internes. Les membres du Conseil doivent ensuite faire un rapport à leurs dirigeants de base pour expliquer la situation et de justifier leurs conclusions.

5. Refonte et de faire respecter les règlements de la COICA

Une commission d'experts devraient être choisis par le Conseil pour la restructuration fondamentale des status de COICA. Les nouveaux statuts devraient veiller à ce que la COICA conforme à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et devrait inclure clairement des systèmes conçus de responsabilisation et de transparence. Des mécanismes forts devraient être mis au point pour assurer l'application stricte des statuts.

6. Mettre en œuvre des systèmes de communication

Actuellement, des difficultés de communication le rend impossible pour COICA de réellement remplir son rôle de coordination. Les technologies de communication, notamment pour les vidéoconférences et de téléphones par satellite doivent être fournis à la COICA et les neuf organisations membre du Conseil. Des interprètes qualifiés sont nécessaires pour faciliter les conversations et de traduire les documents.

7. Recentrage sur les organisations autochtones nationales

Le financement et l'accès à des événements internationaux qui a récemment été accordée à la COICA devrait être recentrée sur les organisations autochtones nationales, qui devra être considérablement renforcé avant de pouvoir être en mesure de mieux gouverner COICA.

8. Soutenir le Congrès de la COICA

COICA est prévu de tenir son congrès en Novembre 2009. C'est là que les grandes décisions concernant l'avenir de la COICA seront prises, et les nouveaux dirigeants de la du bureau de coordination de COICA sera élu. Le Congrès devrait inclure non seulement les dirigeants de tous les membres du Conseil, mais aussi l'ensemble des organisations autochtones de base de chaque pays amazoniens, qui sera un total de plusieurs centaines de participants. Toutefois, dans le passé les Congrès COICA ont été manipulés, l'invitation par les dirigeants des participants non représentatifs pour des raisons politiques. Une commission devrait être créée dès que possible d'organiser la logistique, de la conception de l'ordre du jour, le plan de facilitation et de l'interprétation et des paramètres de conception pour assurer pleinement et de manière appropriée la participation de tous les représentants des organisations autochtones. Ce Congrès est la seule véritable chance pour la COICA de surmonter des nombre de ses problèmes, et l'occasion ne doit pas être ratée.

Pour soutenir le renforcement de la COICA il faudra des alliés et bailleurs de fonds à cesser de fournir sans supervision des fonds au bureau de COICA, et cesser d'accepter les membre du personnel COICA en tant que représentants . En revanche, les alliés devraient concentrer leurs efforts sur la fourniture d'un soutien particulier pour les initiatives qui contribueront à améliorer la COICA ses systèmes de gouvernance et de la capacité de coordination. Il prendra probablement plusieurs années pour concevoir et mettre en oeuvre pleinement un bon système de gouvernance, et d'abord par le renforcement des organisations autochtones nationales qui sont sur le Conseil de la COICA.

Création d'un coordonnateur efficace des organisations indigènes de l'Amazonie ne sera pas facile et demande beaucoup de patience et de dévouement. Cependant, nous pensons que c'est une occasion unique de mettre en place une organisation qui pourrait mobiliser un vrai mouvement de l'Amazonie.

VI. Le coût de l'inaction

Les problèmes au sein de l'Amazon Alliance et COICA et ont des répercussions qui s'étendent bien au-delà des acteurs qui sont directement impliqués dans ces deux organisations. Sont en jeu des droits fondamentaux des peuples autochtones à exiger le respect de leurs propres systèmes de gouvernance. Ces systèmes de gouvernance sont essentiels à la survie des communautés autochtones, et la marginalisation des véritables représentants des peuples autochtones doit être arrêté. Bien que les conséquences de l'inaction pourraient être sévère, le nombre d'individus qui profitent de la situation actuelle tout en leur pouvoir pour empêcher que ce système ne soit changé.

Agents contre le changement

Au cours des deux dernières décennies, l'Amazon Alliance a acquis une profonde connaissance institutionnelle au sujet de l'Amazonie indigène système, nous permettant d'analyser de manière efficace à cette situation. Notre intention dans la rédaction de ce rapport est de fournir une analyse concise et productive des recommandations sur la base de l'autonomisation des communautés indigènes de l'Amazonie.

Toutefois, ceux qui détiennent le pouvoir dans le scénario actuel de solides intérêts dans ce rapport et à discréditer les personnes qui ont contribué à lui. Nous prévoyons que les attaques sur la légitimité de ce rapport proviennent des individus dans la COICA qui bénéficient grandement du système actuel, de leurs amis et alliés, et de nombreuses organisations pour qui l'Amazone Alliance et COICA ont été des outils utiles. Dans l'intérêt de maintenir le pouvoir qu'ils ont actuellement, ils vont tout faire pour empêcher toute enquête officielle sur les problèmes expliqué ici.

Sur la base de nos connaissances des individus qui en profitent le plus des dysfonctionnements du système actuel, nous nous attendons à ce qu'ils se concentrent principalement sur les attaques personnelles à l'encontre du personnel de l'Amazonie, l'Alliance et les autres contributeurs à ce rapport.

Nous nous attendons à des attaques personnelles qui comprennent les accusations suivantes:

- *" Les auteurs n'ont pas la compréhension des peuples autochtones"*

Les nombreuses communautés autochtones et non autochtones les auteurs et contributeurs de ce rapport ont fait preuve d'une vie d'engagement à renforcer le mouvement indigène, et une profonde compréhension de l'Amazonie mouvement autochtone. Des biographies courtes de tous les contributeurs sont inclus dans l'annexe.

- *" Les auteurs sont en place pour couvrir la mauvaise gestion financière"*

Nous faisons un audit indépendant de nos finances à la disposition du public, et nous demande une enquête afin de vérifier notre gestion financière responsable.

- *" Ce rapport est tout simplement le résultat de conflits personnels entre les personnes concernées*"

Nouveau leadership au sein de l'Alliance et dans la COICA n'a pas changé la structure fondamentale de problèmes. Ce rapport indique clairement que les problèmes structurels sont ce qui permet et alimente les conflits entre les individus.

- *" Les auteurs bénéficieront de ce rapport"*

Publication de ce rapport peut mener à des dommages à la réputation et la carrière des auteurs, et ne donnent pas de profit personnel de toute nature. Toutefois, nous sommes fermes dans la conviction qu'il est de notre responsabilité de faire de la gravité des problèmes actuels connus.

Conséquences prévisibles de la dysfonction actuelle

Si des mesures immédiates ne sont pas prises pour corriger les profondes lacunes dans la gouvernance des systèmes de COICA et les faiblesses du réseau national des organisations autochtones, nous prévoyons qu'il y aura de graves conséquences pour les communautés autochtones. Étant donné que les communautés autochtones sont indispensables à la survie de la forêt amazonienne, le renforcement de leur volonté de contribuer à un avenir meilleur pour l'ensemble de la planète.

La plupart des menaces immédiates à l'Amazonie sont les plans de développement massif des infrastructures qui sont mis en œuvre pour faciliter l'extraction des ressources naturelles, qui accélèrent les effets du changement climatique. Si les plans de développement pour l'Amazonie continue pas, les scientifiques prévoient que l'ensemble de la région amazonienne mai au bord de l'effondrement écologique permanent dans les prochains 10-20 ans. Les centaines de projets de développement qui aura une incidence directe sur les peuples autochtones sont légalement tenus de consulter les représentants autochtones, et dans la plupart des cas doivent démontrer doivent démontrer qu'ils ont consenti à ce projet avant la construction peut commencer. Cependant, les développeurs sont devenus très habiles à tromper les dirigeants légitimes, et ont souvent recours pour obtenir le «consentement» de dirigeants corrompus qui prétendent représenter les communautés autochtones. Si COICA continue à agir en tant que représentant de tous les peuples autochtones de l'Amazonie, les projets de développement pourrait tout simplement obtenir le consentement des membres du personnel de la COICA, privant ainsi les représentants de la communauté de leur droit à FPIC.

Il est de plus en plus préoccupant au niveau mondial sur l'importance d'éviter la déforestation de la forêt amazonienne, car le carbone qui est libéré de la destruction des forêts contribue grandement au changement climatique. Le regain d'intérêt dans les forêts a conduit à des négociations internationales sur une nouvelle proposition connue sous le nom de "REDD" (réduction des émissions résultant du déboisement et de dégradation) qui sont susceptibles d'accroître la valeur économique des forêts, car le carbone qu'ils contiennent. Bien que le concept de base de la REDD semble bénéfique, il existe de nombreux aspects de cette proposition, qui sera très problématique pour les peuples autochtones, comme certains gouvernements préconisent des contrôles stricts sur l'utilisation des forêts, tout en offrant des avantages pour les peuples autochtones. S'il est mis en œuvre, REDD peut vigueur d'énormes changements dans les moyens de subsistance. Il est donc essentiel que tous les dirigeants de la base pleinement informé sur ce sujet et étant donné les ressources pour leur permettre d'influer efficacement sur les négociations. Toutefois, le personnel de COICA a conduit à ce sujet par M. Jintiach, ont saisi l'opportunité stratégique REDD a fourni à la négociation de plusieurs millions de dollars traite avec les bailleurs de fonds, les ONG, les sociétés d'énergie, et les investisseurs. **Si la position de la COICA que les représentants de l'ensemble de l'Amazonie sont incontestés, ils pourraient négocier de vendre les droits autochtones des forêts, sans le consentement des communautés de base.** Il s'agit d'une menace imminente et grave qui est de gagner du terrain.

Si les peuples indigènes de l'Amazonie sont devenus très organisés, ils pourraient exercer une énorme pression internationale pour prévenir les projets d'infrastructure de détruire leurs moyens de subsistance et de faire en sorte que REDD fournit de réels avantages pour les communautés autochtones locales. Toutefois, la dynamique du pouvoir au sein de la COICA actuellement obstacle à une réelle autonomisation de la base et de prévenir des millions de peuples autochtones de l'Amazonie d'avoir organisé et mobilisé. La concentration du pouvoir dans les mains de quelques individus rend vraiment impossible de changer de transformation sociale, parce que les mouvements sociaux doivent avoir une large participation populaire qui peut être guidée par la responsabilité stratégique, dirigeants légitimes. Si les peuples autochtones d'Amazonie sont à surmonter les énormes menaces qui pèsent sur eux, ils doivent renforcer leurs organisations de la base, et développer un mouvement uni amazonien.

VII. Construction d'un nouveau paradigme pour l'Amazonie

De nombreuses organisations luttent actuellement pour empêcher de nouvelles destructions de l'Amazonie. Pourtant, le manque de coordination entre ces divers acteurs à leur capacité à répondre adéquatement à l'immense complexe de menaces. Seul un pays uni, large mouvement social en Amazonie qui puisse réussir à s'attaquer aux causes profondes des problèmes systémiques dans l'Amazonie. Si l'Amazonie près de trois millions de mobiliser les populations autochtones à l'échelle de l'échelle de l'Amazonie, en coordination avec leurs nombreux alliés, ils pourraient réaliser de profonds changements dans les relations de pouvoir façonner l'avenir de leurs communautés.

Ce rapport se termine en proposant des suggestions sur la façon d'organiser un large mouvement de l'Amazonie et efficace.

Renforcer les organisations représentant

Engagé les communautés de base, organisé par un certain nombre d'organisations qui atteignent interconnectés au niveau local au niveau national, constituent le cœur du succès de tous les mouvements sociaux. Comme indiqué en détail dans ce rapport, local et national des organisations autochtones jouent un rôle très important, mais lutte pour surmonter les nombreux obstacles qui rendent difficile pour eux de représenter efficacement leurs communautés de base.

Les organisations autochtones locales doivent être renforcées dans leur capacité à gouverner leur organisation. De même, les organisations autochtones nationales ont besoin de plus d'aide dans le développement de systèmes de communications et de la bonne gouvernance des politiques en vue de régir de façon appropriée une organisation internationale comme la COICA. Beaucoup de travail doit être fait avant le modèle pyramidal inverse des populations autochtones représentation ne peut fonctionner correctement dans le contexte actuel.

Nous recommandons vivement que tous les alliés de l'environnement et les mouvements de concentrer leurs efforts principalement sur le renforcement des collectivités locales et les organisations autochtones nationales. Bien que certains des représentants des organisations autochtones soient déjà très efficaces, presque toutes les organisations ont besoin de soutien supplémentaire dans ces domaines:

- *Communications*
  Les technologies de la communication qui est disponible aujourd'hui pourrait révolutionner le mouvement indigène si stratégique mis en œuvre dans les organisations autochtones et des communautés de base.

- *Personnel*
  Les organisations autochtones ont besoin de plus d'employés rémunérés à réaliser pleinement leurs objectifs. Actuelle des membres du personnel, surtout des dirigeants qui doivent maintenir un ménage dans la capitale doivent être indemnisés correctement pour être en mesure de mener à bien leur travail. Dans la plupart des cas, le personnel avec les compétences techniques et administratives est particulièrement important, ainsi que les fonctionnaires qui peuvent être entièrement consacré à la sensibilisation aux efforts des communautés de base.

- *Support technique*
  Les ONG alliées doivent fournir des informations pertinentes et l'appui technique aux organisations autochtones, sans essayer de trop influer sur les activités de l'organisation.

- *Formation*
  Les organisations autochtones ont souvent le changement des dirigeants, il est donc particulièrement important pour assurer une bonne formation continue pour les dirigeants autochtones et les membres de leur personnel. Idéalement, cette formation serait assurée par des individus très qualifiés ayant une expérience directe dans les organisations représentatives. Systèmes de maintien de la mémoire institutionnelle et le transfert de connaissances au cours de leadership de transition devrait être renforcée.

- *Des moyens financiers flexibles*
  Les organisations autochtones doivent être en mesure d'agir rapidement face à des situations d'urgence, et d'adapter leurs plans si leurs membres changement des priorités. Bien que le financement des projets spécifiques puisse être utiles, les organisations autochtones sont les plus efficaces lors de la flexibilité dans l'utilisation de leurs fonds. Toutefois, les fonds flexible doit être accompagnée de systèmes forts de transparence et de responsabilité.

Le rôle essentiel des Alliés

Les changements systémiques en matière de gouvernance et de représentation qui sont nécessaires pour renforcer les organisations autochtones dépendent en grande partie sur les conditions établies par les acteurs externes. Au cours des dernières années, l'Amazon Alliance a travaillé à évaluer comment les différents acteurs peuvent le mieux soutenir le mouvement autochtone, et cette section se basera sur l'expérience que de recommander des mesures prioritaires pour les différents secteurs impliqués dans l'Amazonie:

- **ONG**
  - Il est essentiel d'impliquer les ONG représentant les organisations autochtones dans les projets qui auront une incidence sur leur territoire, et de veiller à ce que cette collaboration, non seulement atteint les objectifs de l'ONG, mais aussi de renforcer l'organisation.
  - des organisations non gouvernementales devraient toujours faire tous les renseignements pertinents à la disposition des nationaux et locaux des organisations autochtones.
  - Les ONG doivent exiger que les dirigeants autochtones preuve d'un grand système de gouvernance avant de les traiter comme de véritables représentants.

- **Les bailleurs de fonds**
  - Les bailleurs de fonds devraient recentrer leurs efforts sur le renforcement des systèmes de gouvernance des collectivités locales et les organisations autochtones nationales.
  - Lors de la notification de tout projet, les bailleurs de fonds devraient exiger des bénéficiaires de subvention de prouver comment ils ont été transparents pour les communautés de base sur la gestion et l'utilisation des fonds.
  - Les bailleurs de fonds devraient s'efforcer de formation sur la façon de mieux interagir avec les organisations sans nuire à leurs systèmes de gouvernance
    o Une liste complète des lignes directrices pour les bailleurs de fonds peuvent être trouvées : http://www.amazonalliance.org/en/guidelines-for-best-practice.

- *Gouvernements*
  - Les gouvernements devraient se concentrer sur ce qui porte leur législation nationale en conformité avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

- Les gouvernements doivent travailler en collaboration avec les représentants des organisations autochtones pour atteindre FPIC sur tout projet qui aura une incidence sur les peuples autochtones.
- Les gouvernements devraient élaborer des politiques visant à vérifier formellement les organisations autochtones qui sont réellement représentatifs.
- Les gouvernements devraient cesser de traiter les organisations autochtones représentatives, comme si elles étaient seulement des ONG, et de reconnaître qu'ils sont une partie essentielle du droit des peuples à l'autodétermination.

- *Négociations internationales*
  - Les négociations internationales doivent formellement la distinction entre les non-participants représentant les représentants des peuples autochtones et vrai.
  - Les représentants des peuples autochtones qui participent à des négociations internationales doivent être fournis avec suffisamment de temps et de soutien financier pour leur permettre de consulter de façon adéquate avec les communautés qu'ils représentent et de se préparer pour les négociations.

- *Les banques multilatérales de développement*
  - Les processus de décision devrait être plus inclusif des représentants autochtones vérifiables.
  - Comme dans les négociations, les représentants des peuples autochtones doivent avoir le temps et les fonds pour la consultation avec leurs communautés.

- *Institutions académiques*
  - Les universitaires peuvent contribuer grandement par l'ouverture d'un large débat sur les questions présentées dans ce rapport.
  - Universitaires peut suggérer des méthodes pour améliorer les pratiques actuelles.
  - Les universitaires peuvent fournir des orientations de la réflexion sur la façon de construire des alliances et des mouvements fonctionnels.
  - Les universitaires peuvent étudier les différents acteurs impliqués dans l'Amazonie à rendre leurs actions plus transparentes et plus responsables.

Divers acteurs devenir un véritable mouvement d'Amazonie

Pour l'Amazonie mouvement pour avoir une chance réelle à surmonter les menaces qu'elle doit affronter, les nombreux organismes et individus qui travaillent pour la défense de l'Amazonie doit se développer un pays unifié, des buts communs. Il est important de noter que de plus unifié ne nécessite pas l'uniformité, mais la plus grande diversité dans les types d'organisation et de stratégies, la plus dynamique et plus agile devient le mouvement. Toutefois, cette diversité pose des défis importants pour la collaboration. Un nouveau paradigme de coordination est nécessaire de créer des réseaux qui s'étendent du niveau local au niveau international, et les diverses catégories d'acteurs, ce qui permet de générer un changement fondamental.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) établit un cadre axé sur les droits à l'autodétermination et l'auto-représentation des peuples autochtones. Ce cadre, s'il est pris au sérieux en tant que document d'orientation pour tous les acteurs de l'Amazonie, assure l'essentiel des idées nécessaires à un bâtiment d'un mouvement qui est enraciné dans des principes partagés. Les organisations autochtones, les ONG, les bailleurs de fonds, les institutions multilatérales et les gouvernements devraient aligner leurs politiques et leurs pratiques avec UNDRIP.

Mouvement de consolidation de l'organisation exige que le renforcement de se produire à partir de la

base vers le sommet. Dans le visage de la répartition actuelle des peuples autochtones du système de la représentation, il n'y a pas d'institutions qui peuvent légitimement prétendre représenter l'intérêt supérieur de tous les peuples de l'Amazonie. Comme détaillé ci-dessus, représentant les collectivités locales et les organisations autochtones nationales ont limité l'accès au pouvoir et des ressources. COICA et d'innombrables autres institutions représentatives sont puissants et bien financés, mais ne pas engager de façon appropriée la base. En l'absence d'une fonction ou COICA Amazon Alliance, il y a la nécessité pour le mouvement de consolidation des organisations qui génèrent des espaces pour l'analyse stratégique et la mise en réseau entre tous les acteurs.

Création de nouvelles institutions pour la coordination des mouvements est la clé. Ces nouvelles institutions doivent être intentionnellement conçu à partir de leur création, à intégrer UNDRIP et FPIC dans leur structure fondamentale. En contraste avec le style occidental organisations qui dominent le mouvement de l'Amazonie, ces nouvelles institutions doivent émerger d'un profond attachement à incarner les cosmovisions et en respectant les systèmes de gouvernance.

La dissolution de l'Amazon Alliance crée une opportunité pour tous les acteurs impliqués dans l'Amazonie à s'unir dans la conception d'une nouvelle alternative. Le recentrage de la COICA se retirer cette menace majeure pour les systèmes de représentation. Nous espérons sincèrement que les lecteurs de ce rapport de prendre des mesures immédiates pour contribuer au développement de nouveaux systèmes d'organisation et de l'autonomisation d'un véritable mouvement de l'Amazonie.

AMAZON ALLIANCE

EXECUTIVE CO-DIRECTOR
Juan Carlos Jintiach

EXECUTIVE CO-DIRECTOR
Trevor Stevenson

ASSISTANT DIRECTOR
Juanita Cabrera-Lopez

STEERING COUNCIL

Indigenous Steering Council:
COICA, Amazonia
AIDESEP, Peru
APA, Guyana
CIDOB, Bolivia
COIAB, Brazil
CONFENIAE, Ecuador
CONIVE, Venezuela
FOAG, French Guiana
OIS, Suriname
OPIAC, Colombia
ORPIA, Venezuela

NGO Steering Council:
Amazon Watch, USA
Bank Information Center, USA
Centro de Derechos Económicos y Sociales, Ecuador
Centro para el Desarrollo de Pueblos Indígenas Amazónicos, Perú
Forest Peoples Programme,UK
Frente de Defensa de la Amazonía, Ecuador
Fundación Gaia, Colombia
Fundación Pachamama, Ecuador
Grupo de Trabalho Amazônico, Brazil
Oxfam America, Peru
Seventh Generation Fund, USA

1350 Connecticut Ave NW
Suite 1100
Washington, DC 20036
Tel 1-202-785-3334
Fax 1-202-785-8701
amazon@amazonalliance.org
www.amazonalliance.org

Le 29 mai 2009

Chers membres du Comité directeur du Conseil de l'Alliance de l'Amazonie:

Comme les membres du personnel de l'Amazon Alliance, nous nous sommes fermement engagés à donner aux communautés autochtones et d'assurer une coordination efficace entre les différents alliés. Au cours des trois dernières années, nous avons travaillé sans relâche pour parvenir à la mission de l'Amazon Alliance, tout en respectant nos principes d'organisation et de valeurs. Les énormes sacrifices personnels que nous avons réalisés en vue d'investir toute notre énergie dans ce travail essentiel n'ont pas été à la réalisation de certains gains, mais de contribuer au bien commun. Nous croyons fermement que l'efficacité de la coordination entre alliés est absolument vital pour garantir un avenir positif pour les communautés autochtones, en Amazonie, et la Terre.

Nous sommes profondément attristés de rapport que nous avons abouti à la conclusion que l'Amazonie l'Alliance ne peut pas fonctionner, et c'est en fait une menace potentielle pour les principes mêmes qui nous sont chères. L'Amazon Alliance ne dispose pas d'un bon système de gouvernance et, par conséquent, notre travail a été manipulé de manière à permettre à un petit groupe de personnes qui violent les droits fondamentaux des communautés autochtones qu'ils prétendent représenter. Une explication détaillée de la raison pour laquelle nous sommes arrivés à cette conclusion est dans le rapport final que nous avons soumis à tous les membres de l'Alliance Amazon.

Nous sommes consternés de constater que Juan Carlos Jintiach, Co-Directeur de l'Amazon Alliance, n'a pas efficacement coordonné avec tout les autres membres du personnel de près d'un an, et a refusé de remplir une des fonctions de son poste autre que la participation à des réunions internationales. Il n'a donc pas participé à ce processus de l'évaluation du rôle de l'Amazon Alliance et il n'est pas un co-signataire de cette lettre commune.

Afin de vérifier les informations que nous a amené à nos conclusions, nous exhortons les membres de l'Amazon Alliance pour sélectionner un évaluateur indépendant crédible pour mener une enquête approfondie sur les activités de l'Amazon Alliance et de fournir leur évaluation au public. Nous fournissons un audit financier indépendant pour le public, et fournirons tous les documents d' Amazon Alliance à l'évaluateur choisi.

Puisqu'il est devenu impossible pour nous de continuer à travailler pour l'Alliance sans violer les principes mêmes qui nous conduisent, nous vous présentons notre démission de l'ensemble du personnel de l'Amazon Alliance , et pour entrer en vigueur immédiatement. Nous appuyons les conclusions et recommandations formulées dans le rapport ci-joint, et donc nous recommandons fortement que l'Amazon Alliance soit dissous dès que possible. Nous sommes pleinement conscients que cette action peut avoir de graves répercussions pour chacun d'entre nous, mais nous sommes fermes dans la certitude que le maintien de notre intégrité exige ce cours d'action.

Il a été un honneur de travailler avec les nombreux dirigeants autochtones et les ONG qui ont coordonné avec l'Amazon Alliance, et nous avons hâte de trouver de nouvelles façons de soutenir les efforts des organisations autochtones et des ONG alliées.

Dans la solidarité,

Trevor Stevenson
Co-Directeur Executif

Juanita Cabrera-Lopez
Directrice Adjointe

Patricia Gualinga
Directrice du Program
De Renforcement de Capacité

Jodi Lasseter
Directeur de Développement
D'organisation

Lorena Vaca Larrea
Assistant de Programme

Lauren Connell Johnson
Directeur de Bureau

Sara Pineda Murphy
Coordinateur de Voyage